

VHD

N° 72/CA du Répertoire

N°2002-158/CA du Greffe

Arrêt du 02 Août 2007

Affaire : TCHITOU Assani

C/  
MDN

REPUBLICQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête en date à Cotonou du 13 Novembre 2002, enregistrée le 19 Novembre 2002 sous le n° 1068/GCS au Greffe de la Cour, par laquelle le requérant, par l'organe de Maître Mohamed A. TOKON, Avocat à la Cour, a saisi la Haute Juridiction d'un recours en annulation contre la décision n° 0551/MPN/DC/SG/DRN/SCH/SP-C du 28 Mai 2002 ;

Vu le mémoire ampliatif en date à Cotonou du 21 Mai 2004 de Maître Mohamed A. TOKO, conseil du requérant, enregistré le 04 Juin 2004 sous le n° 711/GCS au Greffe de la Cour ;

Vu la lettre n° 2564/GCS en date du 28 Juin 2004 par laquelle les pièces de la procédure ont été communiquées au Ministre de la Défense Nationale pour ses observations ;

Vu les mises en demeure à lui faites par lettres n°s 4268/GCS du 29 Novembre 2004 et 376/GCS du 29 Janvier 2005 aux mêmes fins ;

Vu la consignation payée et constatée par reçu n° 2552 du 11 Juillet 2003 au Greffe de la Cour ;

Vu l'ordonnance n° 21/PR du 26 Avril 1966 portant composition, organisation, fonctionnement et attribution de la Cour Suprême, remise en vigueur par la loi 90-012 du 1<sup>er</sup> Juin 1990 ;

Vu les pièces du dossier ;

Où le conseiller, **Samson DOSSOUMON**, en son rapport ;

Où l'Avocat Général, **Hector Raoul OUENDO**, en ses

conclusions ;

Vu le 15/5/08  
q.

Recopie à M. TOKO  
le 16/4/08

Notifié par L n° 0969-0950-0951/GCS du 16/05/2008  
P6CS

SE = Gratis

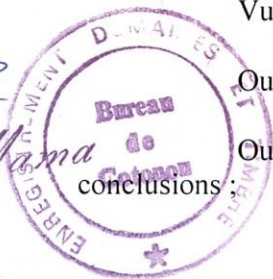
Enregistré à Cotonou le 17-03-08

Fo 10 Case 1908

Reçu Gratis

La Cour de Cassation

*Amidatou Sory Mama*



Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant que par requête en date à Cotonou du 13 novembre 2002, enregistrée au Greffe de la Cour Suprême le 12 novembre 2002 sous le numéro 1068/GCS, requête précédée d'un recours administratif en date du 6 août 2002, Sieur TCHITOU Assani, par son Conseil, Maître Mohamed A. TOKO, sollicite l'annulation de la décision 0551/MPN/DC/SG/ DRN/ SCH/SP-C du 28 mai 2002 portant sa mise en position de non activité pour une durée de six (6) mois par mesure disciplinaire ;

Considérant que, malgré les mises en demeure, l'administration défenderesse n'a pas cru devoir présenter ses observations, tombant ainsi sous le coup de l'article 70 de l'ordonnance n°21/PR du 26 avril 1966, remise en vigueur par la loi n°90-012 du 1<sup>er</sup> juin 1990 ;

Considérant qu'en la forme le recours est recevable ; qu'il convient d'examiner la demande au fond ;

Considérant que la décision n°0551/MDN/DC/SG/DRH/SP-C attaquée ne porte trace d'aucune motivation alors que les motifs d'une décision, surtout s'il s'agit d'une procédure disciplinaire, sont essentielles pour le contrôle de la légalité ; que, par ailleurs, le Ministre de la défense n'a pas cru devoir, malgré la mise en demeure légale, produire ses observations et saisir cette occasion pour donner au juge les motifs de la décision, lui permettant ainsi d'évaluer s'il n'y a pas eu erreur manifeste d'appréciation ou violation du principe de la proportionnalité ;

Considérant qu'en matière de sanction disciplinaire l'obligation de motiver est impérative ;

Que le défaut de motivation, en ce domaine, est suffisamment grave pour entacher la régularité et la légalité de la sanction prononcée ; qu'il convient d'annuler la décision querellée pour défaut de motivation.

Par Ces Motifs,

**Décide :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Le recours en date à Cotonou du 13 Novembre 2002 de monsieur TCHITOU Assani est recevable ;

**Article 2** : La décision querellée est annulée ;

**Article 3** : Les dépens sont mis à la charge du Trésor Public ;

**Article 4** : Notification du présent arrêt sera faite aux parties et au Procureur Général. *près la cour suprême;*

Ainsi fait et délibéré par la Cour Suprême, ~~la~~ (Chambre Administrative), composée de ;

**Samson DOSSOUMON**, conseiller à la Chambre Administrative,

**PRESIDENT ;**

**Emile TAKIN**

Et

**Eliane R.G. PADONOU**

(

)

(

**CONSEILLERS ;**

Et prononcé à l'audience publique du Jeudi deux Août deux mille Sept, la Chambre composée comme ci-dessus, en présence de :

**Raoul Hector OUENDO**

**MINISTERE PUBLIC;**

Et de Maître **Donatien H. VIGNINOU**

**GREFFIER ;**

Et ont signé,

Le Président

*Signature*

**S. DOSSOUMON**

Le Greffier

*Signature*  
**D. H. VIGNINOU**



